

Petite parenthèse

Adorer le veau d'or



Petite parenthèse

Le débat sur la transition écologique pointe du doigt le comportement des citoyens qui n'en font pas assez pour la planète, et le gouvernement souligne l'urgence à faire face au réchauffement climatique. Pendant ce temps, à sept mille kilomètres de Paris, la Guyane retient son souffle.

L'État doit en effet rendre son avis sur le projet « Montagne d'Or ». Celui-ci prévoit pendant douze ans l'extraction de sept tonnes d'or annuelles, dans une mine à ciel ouvert au nord-est de la Guyane. Il faudra pour cela déboiser près de sept cents hectares où vivent paisiblement plus de deux mille espèces végétales et animales, non loin de sites archéologiques et de montagnes dites « sacrées ». Puis utiliser quotidiennement dix tonnes de cyanure, ainsi que quelques deux cents millions de litres de fuel sur la période concernée.

Ce projet, présenté comme une « opportunité » pour la Guyane et soutenu de longue date par Emmanuel Macron, serait financé par deux producteurs d'or, l'un russe et l'autre canadien. Sûrement de grands adorateurs du Veau d'or.

L'expression, qui signifie avoir le culte de l'argent et des biens matériels, fait référence à l'histoire de Moïse racontée dans l'Exode. Alors qu'il attendait très patiemment sur le mont Sinaï que Dieu veuille bien lui confier les « Tables de la Loi », les Hébreux, trouvant le temps long, demandèrent à Aaron de leur fabriquer une idole à vénérer. Une fois récoltés les pendants d'or aux oreilles des femmes et des enfants, ce dernier les fit fondre pour leur donner la forme d'une vache et d'un jeune taureau, à l'image des divinités égyptiennes Hathor et Apis. Quand, enfin de retour, Moïse constata l'idolâtrie, il fit massacrer sans ciller trois mille « coupables » pour obtenir le pardon de son dieu.

Trois mille, c'est environ le nombre d'emplois directs et induits que promet -temporairement- le projet minier, qui ne tient nullement compte des conséquences dramatiques pour l'environnement et les autochtones. L'ONU, elle-même inquiète de la gestion de ce dossier, a adressé une mise en garde à l'État français, estimant qu'il s'agirait d'une violation des droits des populations indigènes.

Si les partisans de la mine industrielle opposent la « vaste consultation » des différents acteurs qui s'est tenue du 7 mars au 7 juillet 2018, ces populations se sont pourtant exprimées majoritairement contre le projet.

Une consultation organisée en Guyane par la Commission nationale du débat public, qui pilotera dans quelques jours le « grand débat national » en France métropolitaine...

Illustration Pixabay.com